

Attestation de témoin

(Articles 200 à 203 du code de procédure civile, article 441-7 du code pénal)

Votre identité :

☒ Madame ☐ Monsieur

Votre nom de famille (nom de naissance) : MARTIN

Votre nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : NAIZOT

Vos prénoms : FLORENCE ANNIE JACQUELINE

Votre date et son lieu de naissance : 24/12/1964 à CAEN - CALVADOS

Votre profession : Auto-entrepreneur

Votre adresse : 6 rue de l'Ereché

Votre complément d'adresse : _____

Code postal : 145190 Commune : BEAUAENNY

Pays : FRANCE

Lien de parenté, d'alliance, de subordination, de collaboration ou de communauté d'intérêts avec les parties : ☐ Oui ☒ Non

Si oui, précisez lequel :

Sachant que l'attestation sera utilisée en justice et connaissance prise des dispositions de l'article 441-7 du code pénal réprimant l'établissement d'attestation faisant état de faits matériellement inexacts ci-après rappelés :

« Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ».

(cette phrase doit être écrite, ci-dessous, entièrement de votre main)

Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts.

Indiquez ci-dessous les faits auxquels vous avez assisté ou que vous avez constatés personnellement :

J'ai testé avoir entendu et enregistré aux environs de seize heures - seize heures trente, le 30 mars 2022, dans le secteur des rues longues sur la commune de Beaudenay, le chant prolongé d'une alouette des champs. J'ai pu observer que cette alouette a plongé au sol à l'ouest de ce secteur.

Pièce à joindre :

- Un original ou une photocopie d'un document officiel justifiant de votre identité et comportant votre signature.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : Florence Nauzet

certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à :

Beaudenay

Le

30/03/2022

Signature



La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers nominatifs garantit un droit d'accès et de rectification des données auprès des organismes destinataires de ce formulaire.